

Réunion du conseil mondial de PCQVP - 5 avril 2016, Bruxelles/ procès-verbal

Conseil mondial

Aroa de la Fuente, FUNDAR, Mexique liaison auprès du conseil mondial (représentant l'Amérique latine) (AF)

Camilo Nhancale, KUWUKA JDA, Mozambique (représentant l'Afrique anglophone) (CN)

Jana Morgan, PCQVP-USA, États-Unis (représentant l'Europe & Amérique du Nord) (JM)

Sihem Bouazza, Association tunisienne du Droit et due développement, Tunisie (représentant MENA) (SB)

Simon Taylor, Global Witness, R.-U. (Représentant des organisations de portée mondiale) (ST)

Suneeta Kaimal, Natural Resource Governance Institute, États-Unis (Représentant des organisations de portée mondiale) (SK)

Taran Diallo, association guinéenne pour la transparence, Guinée (représentant l'Afrique dans son ensemble) (TD)

Maryati Abdullah, PCQVP Indonésie (représentant l'Asie Pacifique) (MA)

Secrétariat PCQVP

Elisa Peter, directrice exécutive (EP)

Stephanie Rochford, gestionnaire de programme (SR)

Caroline Macleod, directrice des finances et de l'exploitation (CJM)

Asmara Klein, coordonnatrice ITIE (AK)

Invités

Andrew Clarke, Omidyar Network

Alan Detheridge, membre du conseil

Excusés

Tur-Od Lkhagvajav, Transparency International Mongolie, Mongolie (représentant l'Eurasie) (TL)

Ibrahima Sory Diallo, La Lumière, Sénégal (représentant l'Afrique francophone) (ID)

1 Résumé des actions clés

Action	Responsable	Date limite
Mettre à jour le manuel de gouvernance pour tenir compte de la rotation révisée applicable au CA actuel	SR	Prochaine réunion
Évaluer le nombre optimal d'organes de gouvernance que requiert PCQVP	Sous-comité en charge de la gouvernance	Prochaine réunion
Faire circuler la description du poste de directeur des initiatives mondiales et de l'impact PCQVP avec le CM	EP	Avril 2017

Extraire La Vérité

Mettre à jour les méthodes de travail du conseil mondial selon les commentaires provenant de la réunion et faire circuler la version révisée parmi le CM	Secrétariat	Mai 2017
Avoir une conversation avec ID à propos de sa participation aux réunions du CM	TD	Mai 2017
Identifier les organisations qui devraient être consultées par les deux représentants de portée mondiale (SK et ST) préalablement à la réunion du CA	SK, ST	Prochaine réunion
Partager le rapport sur l'atelier de l'espace civique organisé par CIVICUS en Afrique du Sud en février 2017	AK	Dès que le rapport sera reçu
Finaliser les engagements pris par chaque membre du CM dans l'annexe 1 des méthodes de travail, pour permettre l'examen annuel du rendement	Tous les membres du CM (liste qui sera distribué par le secrétariat)	Dès que possible
S'engager avec les donateurs pour obtenir une aide supplémentaire aux fins de la mise en place des stratégies pour la protection des militants de PCQVP face à la fermeture de l'espace civique	Secrétariat et tous les membres du CM	En cours
Élaborer une déclaration de PCQVP sur le changement climatique	Groupe de travail sur le changement climatique	Prochaine réunion ?
Demander à des volontaires du CA de participer au groupe de travail sur le changement climatique	Secrétariat	Mai 2017
Finaliser la déclaration de PCQVP sur les données ouvertes à la lumière des observations sur le projet et approuver une base de non-objection	JM, CN et le secrétariat	Mai 2017
Modifier le projet de politique de financement conjointe et de réaffectation des subventions à la lumière des commentaires, faire circuler de nouveau parmi les membres du CM	Groupe de travail et secrétariat	Mai 2017
Obtenir des commentaires sur le projet de politique de financement conduit avec les donateurs actuels ainsi que potentiels	Secrétariat	Mai 2017
Développer le projet de politique de financement conjointe et de réaffectation des subventions et	Secrétariat	

élaborer un aide-mémoire pour la diligence raisonnable		
Faire circuler l'ensemble de la candidature de la coalition en PNG	Secrétariat	Dès que possible
De nouvelles consultations entre les membres sur le projet de cadre de gouvernance pour évaluer la gouvernance des coalitions nationales	Secrétariat	Adoption définitive lors de l'assemblée mondiale 2019

2 Résumé des décisions clés

Gouvernance

- Compte tenu de la nécessité d'une continuité au sein du CA de PCQVP, le CM a souscrit à la recommandation du CA pour permettre à l'actuel CA de servir deux mandats de quatre ans (au lieu de deux mandats de trois ans) avec rotation échelonnée.
- Le CM est d'accord sur la nécessité de se réunir deux fois par année en personne en 2017 et 2018, à l'approche de la présentation de la nouvelle stratégie de PCQVP
- Les réunions du CM comprendront un point permanent à l'ordre du jour pour fournir des mises à jour régionales et tirer parti du leadership mondial du CM
- Le CM a réaffirmé son rôle central s'agissant de consulter de façon significative les coalitions préalablement à chaque réunion du CM pour s'assurer que les besoins des membres et les priorités sont examinés au cours des délibérations du CM et faire circuler les résultats des réunions avec les membres
- Le CM se félicite du processus proposé pour élaborer un cadre d'évaluation de la gouvernance des coalitions et du respect des principes de fonctionnement et d'adhésion de PCQVP, en vue d'adopter le cadre à la prochaine assemblée mondiale en 2019

Soutien des coalitions

- Le CM s'est félicité du développement de la politique en matière de collecte de fonds conjointe et de réaffectation des subventions. Il a décidé d'examiner la mise en œuvre de cette politique dans un an pour évaluer son efficacité.

Problèmes

- Un groupe de travail sur le changement climatique a été créé (ST, AF, JM et MA) pour faire progresser le débat sur le changement climatique
- Le CM s'est félicité de la déclaration de PCQVP sur les données ouvertes
- Le CM a donné mandat au secrétariat de renforcer les réponses à court et moyen terme en reconnaissance de la menace croissante pesant sur l'espace civique et les militants de PCQVP
- Le CM s'est félicité du partenariat stratégique entre le secrétariat de PCQVP et OGP aux niveaux national et mondial visant à soutenir l'espace civique et une gouvernance ouverte des ressources naturelles

Nouvelles coalitions

Extraire La Vérité

- Le CM a approuvé conditionnellement l'affiliation d'une coalition en Papouasie Nouvelle Guinée, en attendant un examen satisfaisant de la documentation

3 Bienvenue

Le président (SK) a souhaité la bienvenue aux participants et a invité AF (qui joue le rôle de liaison avec le CM au sein du CA) à présenter une lecture de la réunion du CA de PCQVP. Une question a été posée à propos de la nécessité de maintenir à la fois un CM et un CA (c.-à-d. deux structures de gouvernance), ainsi que le comité de pilotage pour l'Afrique. Il a été précisé que le mandat des membres du CM est de trois ans, et qu'ils sont élus lors de l'assemblée mondiale (qui se tient tous les trois ans). Le président a proposé que le sous-comité en charge de la gouvernance examine la question du nombre d'organes de gouvernance requis par PCQVP dans le cadre de l'examen du manuel de gouvernance.

Le président a invité les participants à examiner le document sur les méthodes de travail du CM et a rappelé aux membres du CM qu'il leur incombe de consulter leurs collègues avant les réunions du CM. JM, MA, AF, SB et CN ont partagé leur façon d'aborder la consultation avec les membres de leurs régions respectives préalablement aux réunions du CM. Certains représentants ont noté des difficultés à obtenir des réponses par e-mail dans le cadre de leur travail de consultation. SK a réitéré l'importance non seulement de l'envoi d'informations aux membres, mais aussi de bien de faire en sorte que l'engagement et le dialogue s'ensuivent. Cela est particulièrement important alors que PCQVP s'engage dans le processus d'élaboration d'un nouveau plan stratégique en consultation avec les membres.

SK a réitéré les principaux aspects des engagements et des méthodes de travail pour lesquels les membres du CM ont convenu dans le document sur les méthodes de travail. SK a souligné la nécessité pour les membres du CM de s'engager à la fois à l'accomplissement du travail et de déplacements (pour les réunions) résultant du statut de membre du CM. SK a noté que les évaluations annuelles du rendement de chaque membre du CM seront rendues publiques. Il a été noté que tout membre du CM qui ne peut pas assister à une réunion devrait nommer et informer un remplacement pouvant y participer et ce dans un délai convenable pour éviter des frais excessifs injustifiés et permettre le bon déroulement des préparations. Il a été noté que les deux représentants de portée mondiale n'appartiennent pas à ce stade à un collège formel. Le CM a examiné d'autres révisions des méthodes de travail et révisé le document en conséquence. SK a noté que les méthodes de travail relèvent d'un document actif qui est ouvert à l'examen continu et aux suggestions par les membres du CM. Les membres du CM ont été invités à formuler tout commentaire ou question relatif au procès-verbal de la réunion précédente. Les mesures de la dernière réunion ont été examinées et ont été achevées.

4 Rapports des sous-comités

SB a présenté un aperçu des travaux du sous-comité en charge de l'espace civique qui a tenu deux réunions depuis septembre 2016. SB a souligné la nécessité pour le sous-comité d'être en mesure de répondre aux demandes et questions soulevées au sujet de questions relatives à l'espace civique. Le rapport produit par PCQVP et CIVICUS *Envers et contre tout* a été apprécié lors du sommet d'OGP (décembre 2016) et lors d'un petit événement célébrant sa publication qui a été organisé à Londres en février 2017. Le sous-comité va essayer de promouvoir le rapport plus avant via différents médias

Extraire La Vérité

et formats de médias sociaux, et serait heureux de bénéficier de l'appui d'autres membres du CM. La suite directe donnée au rapport comprend actuellement l'organisation d'une formation de protection avec CIVICUS en Afrique du Sud (juin 2017) pour les militants locaux ; et d'autres études, en partenariat avec CIVICUS, avant la validation de l'ITIE 2018 de certains pays (par ex. L'Éthiopie et le Myanmar).

TD a présenté les principales actions découlant de la réunion du CPA à Conakry en janvier 2017. Le CPA a discuté d'un certain nombre de questions, y compris l'orientation future de la campagne PCQVP en Afrique, les progrès dans le cadre de l'examen de la charte de l'Afrique, le processus électoral pour les prochaines élections du CPA ainsi que la planification et la collecte de fonds nécessaires pour la conférence de l'Afrique en Zambie en juillet 2017. TD a noté les difficultés de gouvernance et de communication qui ont précédé cette réunion du CPA et qui sont maintenant résolues.

Les membres du CM ont été invités à commenter les rapports des sous-comités. AF a remarqué une initiative au Mexique pour aborder des questions relatives à l'espace civique et a souligné l'importance du rapport *Envers et contre tout*. AK a fait rapport de sa participation à un atelier de l'espace civique en Afrique du Sud en février 2017. Une coalition appelée Vuka (ce qui signifie « se dresser » en zoulou) a été établie afin de créer un vaste mouvement pour mieux protéger la société civile.

TD a fait état de discussions informelles qui ont eu lieu au cours du CPA et portant sur les efforts de l'ITIE et de PCQVP s'agissant d'entretenir des relations directes avec les communautés pour diffuser les données des rapports de l'ITIE, mais notant que ces données sont souvent très anciennes et perdant de leur utilité pour répondre aux besoins communautaires.

EP a noté que la situation de l'un des membres du conseil d'administration de PCQVP qui était menacé s'est améliorée et une subvention a été obtenue afin de lui garantir une certaine protection. Cependant, il a été noté que plusieurs militants de PCQVP dans divers pays sont confrontés à des situations préoccupantes en matière de sécurité. Le sous-comité devrait envisager des stratégies à court et moyen terme pour être en mesure de traiter ces questions de façon plus proactive. AC a noté que l'espace civique est un problème systémique qui devrait également être abordé via des ressources financières, et a invité le CM à discuter des possibilités avec les donateurs. AC a offert de discuter de la question avec d'autres donateurs sur le terrain. EP a noté que PCQVP n'est traditionnellement pas une organisation militant pour les droits de l'Homme, mais que les questions en cette matière deviennent fondamentales dans le domaine de la transparence et de la reddition des comptes. SK a noté que le CM et le secrétariat devrait continuer d'examiner comment PCQVP peut exploiter les relations avec les organisations des droits de l'Homme, ainsi qu'avec des donateurs existants et nouveaux pour mieux traiter ces problèmes.

5 Rapport sur l'enquête relative au changement climatique et prochaines étapes

ST s'est exprimé sur le récent sondage auprès des membres, des entrevues et des études effectués par un consultant de PCQVP au sujet des changements climatiques en novembre 2016 - mars 2017. Il a rappelé aux participants l'urgence de réagir à la crise climatique et les engagements que les

Extraire La Vérité

gouvernements ont pris pour réduire les émissions de CO2 lors de la conférence des Parties de la CCNUCC tenue à Paris en 2015.

Le rapport produit par le consultant a recommandé quatre actions au conseil mondial :

- 1- De reconnaître publiquement que le changement climatique menace d'annuler les acquis du développement et est intimement associé à l'industrie des combustibles fossiles, par exemple dans le cadre d'une prise de position de PCQVP.
- 2- D'inclure la question du changement climatique dans la « chaîne pour le changement » de PCQVP, étape 3 (« extraire ou ne pas extraire »), pour s'assurer que les communautés soient pleinement informées des conséquences, des impacts et des avantages de projets d'extraction avant qu'ils ne se concrétisent.
- 3- Plaidoyer en faveur de la divulgation des risques climatiques par les entreprises extractives en tant qu'exigence de divulgation dans l'ITIE et explorer la manière dont cela pourrait être intégré dans les lois de divulgation obligatoire
- 4- Assurer la liaison avec les campagnes et organisations pour la justice fiscale afin d'élaborer un récit narratif au sujet des accords équitables, des subventions aux combustibles fossiles, de la corruption, de la divulgation des risques climatiques et des actifs.

JM a noté le désir de procéder à une consultation plus poussée détail sur les première et deuxième recommandations. JM a noté un fort intérêt de travailler avec des groupes pour la justice fiscale sur des questions spécifiques. MA a souligné la nécessité d'examiner la question du changement climatique dans les différents contextes nationaux des membres de PCQVP, et éventuellement d'élaborer des rapports au niveau des pays sur la façon dont la transparence interagit avec les questions de transition énergétique et de définir des actions concrètes pour PCQVP en tant que mouvement mondial. AF a appuyé l'idée d'émettre une déclaration de PCQVP sur le changement climatique. AD a recommandé de contacter des scientifiques au sujet du changement climatique et des activités d'extraction. Il a également noté que la plupart des grandes sociétés extractives publient des rapports agrégés sur les impacts des changements climatiques et environnementaux du processus d'extraction mais que la divulgation d'informations au niveau local manquait à l'appel.

Il a été décidé qu'un petit groupe de travail sur le changement climatique serait créé, ST, AF, JM et MA devant procéder à de nouvelles consultations avec les membres et contribuer à l'élaboration d'un récit narratif de PCQVP démontrant le lien entre reddition des comptes/changement climatique/justice fiscale/questions environnementales, et créer un plan d'action préalablement à la prochaine réunion du CA.

6 Coopération avec les partenaires stratégiques

EP a noté qu'il y a un processus OGP actif en cours dans environ 20 pays où il existe a des coalitions PCQVP. Les pays identifiés comme ayant le potentiel pour une collaboration plus ciblée entre PCQVP et OGP sont le Burkina Faso, la Tanzanie, les Philippines, la Colombie et le Pérou. PCQVP siège au sein de l'Openness in Natural Resources Working Group, en se concentrant particulièrement sur la divulgation des données sociales et environnementales, la propriété bénéficiaire, la passation de marchés ouverte et les données ouvertes. Un groupe de communication conjoint OGP/PCQVP a également été établi pour améliorer les messages, y compris au sujet des données ouvertes.

7 Programme de travail du secrétariat pour 2017

EP a présenté un aperçu du programme de travail 2017 afin de préciser où le secrétariat concentre cette année ses efforts en temps et en ressources, y compris sur l'engagement dans l'ITIE, les campagnes de divulgations obligatoires et le fait de favoriser une culture de données pour s'assurer que la transparence conduit à la reddition des comptes. Il a été noté qu'il y a de plus en plus de chevauchements entre les pays mettant en œuvre l'ITIE et ceux où il y a des coalitions PCQVP, bien que la capacité au sein du secrétariat de PCQVP à soutenir des coalitions qui travaillent sur l'ITIE n'a pas augmenté de concert. Pour cette raison et d'autres, une plus ample discussion au sujet de l'engagement de PCQVP avec l'ITIE aura lieu avec les membres du conseil mondial et d'autres intervenants à la suite de la réunion du CM. EP a réaffirmé le rôle du secrétariat à servir les membres et a demandé que le CM fasse preuve d'engagement et soit communicatif pour s'assurer que les besoins et préoccupations sont intégrés dans le plan de travail annuel du secrétariat.

Il a été noté que le plan de travail 2017 est très ambitieux et que le secrétariat a fait un bon travail le concernant. Des précisions ont été demandées au sujet des pays qui ont été suggérés comme des priorités pour OGP/PCQVP ; de la façon dont l'appui du secrétariat à la conférence de l'Afrique se matérialise dans le plan de travail ainsi que le rôle des coordonnateurs régionaux ; de l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation et de la mesure dans laquelle il peut être partagé avec des coalitions nationales.

EP a précisé que les pays de collaboration prioritaire pour OGP ont été identifiés parce qu'ils sont actuellement en train d'élaborer leurs plans d'action et ce sont des pays où PCQVP disposent de coalitions/membres puissants. La conférence de l'Afrique est une priorité pour le secrétariat, et il a été noté que ce sera une occasion pour procéder au renouvellement des membres du CPA. Le travail de suivi et d'évaluation que le secrétariat envisage de développer sera axé sur la démonstration de l'impact des coalitions. Le secrétariat a confirmé que le travail des coordonnateurs régionaux est inclus dans le plan de travail détaillé.

8 Prise de position de PCQVP sur les données ouvertes

JM a présenté le document de prise de position au sujet des données ouvertes, y compris les engagements clés. AC a suggéré que la prise de position devrait être plus explicite à propos de la façon dont les données ouvertes s'articulent avec les priorités de PCQVP ; des conséquences pour les coalitions PCQVP ; inclure des exemptions ou une politique « ne pas nuire » (par exemple dans le cas d'informations qui ne seraient pas publiées afin de protéger des personnes) ; et de fournir plus de clarté sur la nature des informations que PCQVP s'engage à publier et pourquoi c'est important. MA a souligné que cette politique offre à PCQVP l'opportunité de pratiquer ce que nous prêchons et a identifié l'importance d'intégrer des données ouvertes au sein de l'ITIE. TD a demandé un renforcement des capacités supplémentaire sur les données ouvertes en général. SK a suggéré que le document soit appelé une « déclaration » plutôt qu'une politique.

9 Politique en matière de collecte de fonds conjointe et de réaffectation de subventions

SR a présenté le projet de politique de financement conjointe et de réaffectation des subventions qui vise à assurer la clarté et la transparence à tous les intervenants sur la façon dont le secrétariat de PCQVP mène les collectes de fonds et la façon dont ces derniers sont réaffectés à des coalitions nationales. Des commentaires sur le projet de politique ont été reçus du CA et du CM. La politique précise les principes, les critères d'admissibilité, les processus d'approbation et les seuils/maximum pour 1) les collectes de fonds conjointes pour le soutien des projets ; 2) les réaffectations du financement de base de PCQVP au profit des coalitions, et ; 3) le financement des principaux bailleurs de fonds en faveur des coalitions nationales par le biais du secrétariat de PCQVP. La politique sera publiée une fois qu'elle aura été approuvée par le CM. Le secrétariat devra également fournir un résumé annuel de la part de son budget qui a été réaffectée aux coalitions nationales. ST a soulevé une question au sujet du niveau de ces seuils et a proposé qu'il devrait être fondé sur la nature du projet. Une question a également été soulevée au sujet des moyens de soutenir des coalitions dans les pays où le financement étranger est interdit ou difficile d'accès pour les organisations locales. MA a encouragé la pratique d'une collecte de fonds proactive par les coalitions nationales et demandé si le secrétariat pourrait être proactif dans le partage des informations au sujet des opportunités de collecte de fonds. Il a été suggéré que nous demandions des commentaires sur cette politique aux donateurs existants et potentiels quant aux moyens les plus efficaces d'assurer un tel financement. Des questions ont été soulevées au sujet de la situation financière ainsi que des obligations de déclaration et de répartition des tâches et des responsabilités pour les collectes de fonds conjointes. Il a été suggéré d'établir une règle concernant la part maximale du budget annuel d'une coalition nationale (par exemple, pas plus de 30 % - 50 %), tout en conservant la souplesse nécessaire pour financer la totalité du budget d'une coalition, surtout dans les pays/régions où il est difficile de collecter des fonds.

10 Mise à jour sur le statut de la coalition

Les membres du CM ont été invités à évoquer un défi et l'une des récentes réalisations dans leurs régions respectives.

Parmi les principaux résultats obtenus figurent la deuxième série des rapports sur les paiements aux gouvernements par les sociétés cotées dans l'UE et la première série des rapports sur les paiements aux gouvernements par les sociétés cotées au Canada, ainsi que la coopération plus étroite avec des groupes luttant pour la justice fiscale aux États-Unis, aux Philippines et en Indonésie. En Asie Pacifique, les membres ont réussi à maintenir un espace suffisant pour s'impliquer dans l'ITIE, en particulier en Papouasie Nouvelle Guinée. Les Philippines ont fait d'importants progrès dans l'engagement avec les communautés et les peuples autochtones touchés par les activités d'extraction. En Indonésie, la coalition PCQVP a réussi à obtenir la révocation des permis d'exploitation minière dans des zones protégées. Dans la région MENA, de bons progrès ont été réalisés en Tunisie, en Irak et au Liban, ce dernier pays ayant récemment annoncé qu'il se joint à l'ITIE. En Afrique, la redynamisation du CPA de PCQVP a constitué une évolution positive. En Tanzanie, la coalition PCQVP renouvelée a obtenu un nouveau financement. Une nouvelle demande d'affiliation du Gabon a été reçue quelques jours avant la réunion du CM, et sera examinée dans les prochaines semaines. En Afrique australe et orientale, l'Afrique du Sud a un nouveau coordonnateur

Extraire La Vérité

de PCQVP et la réunion de l'Alternative Indaba à Cape Town au début de cette année a été l'occasion pour que plusieurs coalitions PCQVP se rencontrent et promeuvent la transposition de la Vision minière en Afrique. La prochaine conférence de l'Afrique à Livingstone du 11 au 14 juillet 2017 fournira de nouvelles occasions de renforcer la campagne dans tout le continent. En Amérique latine, les membres essaient de lutter contre la « course vers le bas » à la lumière de la baisse du cours des matières premières qui a conduit à l'affaiblissement des normes afin d'encourager les investissements ; et la criminalisation connexe des militants. Un autre défi est la campagne en cours pour inclure les divulgations sociales et environnementales dans la mise en œuvre de l'ITIE.

Les défis comprenaient l'annulation de la règle de mise en œuvre de l'article 1504 du Dodd Frank Act aux États-Unis, la cooptation de plus en plus répandue et la capture de l'espace démocratique par les intérêts de sociétés (extractives) dans de nombreux pays, et les questions relatives à l'engagement à l'échelle des groupes multipartites nationaux dans divers processus de l'ITIE. Aux Philippines et dans une certaine mesure aussi en Indonésie, le contexte politique a présenté des défis pour l'engagement significatif de la société civile avec le gouvernement sur les questions touchant à la corruption dans le secteur de l'extraction. En Australie, le manque de financement est un défi. Dans la région MENA, la situation au Yémen et en Libye demeure difficile. En Afrique, un certain nombre de coalitions sont confrontées à des défis. La conférence de l'Afrique sera l'occasion de partager plus amplement les bonnes pratiques dans le réseau. En Amérique latine, les efforts unis de la société civile dans toute la région s'agissant d'exiger une plus grande transparence dans le secteur extractif est une réalisation importante. Le réseau RLIE a également renforcé ses processus institutionnels et son fonctionnement.

La réunion a permis l'examen d'une demande d'affiliation à PCQVP d'une coalition en Papouasie Nouvelle Guinée. Il a été demandé que tous les documents de la candidature soient distribués avant qu'une décision finale ne soit prise. Dans l'intervalle, le CM a approuvé sous condition l'affiliation de la nouvelle coalition, en attendant un examen satisfaisant des documents demandés.

11 Mise à jour sur la révision du manuel de gouvernance

SR a présenté les résultats des travaux du sous-comité de gouvernance conjoint CM/CA au sujet de deux axes prioritaires : 1) Gouvernance des coalitions nationales : normes d'adhésion et principes de fonctionnement, et 2) l'élection des membres au conseil mondial. Vision 20/20 définit dix principes de fonctionnement et cinq critères pour la norme d'adhésion, mais il n'y a actuellement pas de cadre pour évaluer si les coalitions respectent ces principes et ces normes. La proposition du sous-comité est de créer et d'entreprendre des consultations au sujet d'un cadre permettant de déterminer si les principes sont respectés. Le cadre devrait définir des indicateurs pour chaque principe, combinés avec des moyens de vérification. Cela impliquerait de définir un seuil minimal avec lequel toutes les coalitions doivent se conformer, définir les responsabilités et les processus de surveillance, et de consulter les coalitions nationales. Une question se rapporte à la façon de pratiquer l'évaluation/auto-évaluation, l'examen par les pairs et à la prise de décisions en toute indépendance. Une autre question est de savoir comment assurer un engagement fort des membres du CM dans ce processus.

La discussion a porté sur le fardeau administratif pour le secrétariat et les coalitions s'agissant de gérer ce processus et l'importance de rester réalistes concernant la capacité. Il a été suggéré d'envisager un audit externe/validation/examen du processus (peut-être financé par les donateurs)

Extraire La Vérité

pour tester le cadre au moyen d'un projet pilote à un stade précoce de la mise en œuvre. Les autres questions ont porté sur la chronologie du processus ainsi que sur le soutien du secrétariat et d'autres instances en faveur du processus d'évaluation, mais aussi sur la manière dont cela s'articule avec les avantages pour les membres (tels que l'accès à des collectes de fonds conjointes/réaffectations), la manière d'évaluer quelles coalitions sont admissibles à une réaffectation de subventions alors que le cadre d'évaluation est en cours de développement. ST a mis en garde contre l'élaboration d'un système trop complexe et rigide. D'autres organisations qui ont fait l'objet d'un processus similaire devraient être consultées par le secrétariat. Il a été recommandé que ce processus soit aligné avec l'examen de la charte de l'Afrique et que le comité de pilotage pour l'Afrique soit tenu informé de l'évolution.

Le CM a examiné et approuvé les principaux points à inclure dans le communiqué de la réunion.

SK a remercié Taran Diallo, le premier président du conseil mondial, pour son engagement et son soutien, et a noté qu'il s'agit de sa dernière réunion du conseil mondial en raison de la prochaine élection du CPA en juillet. Taran a relevé les défis et les succès qui ont été réalisés depuis l'établissement du comité de pilotage mondial en 2013 (maintenant le conseil mondial) et a exprimé sa certitude que l'avenir de la campagne était dans de bonnes mains, en espérant que PCQVP continue de progresser quant à l'ensemble de ses objectifs stratégiques. SK a été remerciée pour sa présidence exemplaire de la réunion.